

## Des Roms en France subissent des expulsions à répétition

**Budapest, le 8 mars 2013:** Les Roms d'Aubervilliers ont été confrontés à plusieurs expulsions avec un recours disproportionné à la force par la police, suite à un incendie dans leur bidonville le mois dernier. Le *European Roma Rights Centre* (ERRC) et Médecins du Monde ont envoyé une [lettre](#) aux autorités françaises pour leur demander de fournir une assistance aux familles.

Environ 300 Roms vivaient à Aubervilliers jusqu'à ce que leur bidonville ait été détruit par un incendie le 22 février. Environ 50 d'entre eux, dont 15 enfants, ont bénéficié d'un hébergement d'urgence dans une école, organisé par la préfecture et la Croix-Rouge. Cet hébergement temporaire a été proposé pour seulement quatre nuits, et les personnes ont été contraintes de retourner dans la rue malgré des conditions climatiques extrêmes.

Mardi 26 février, certains individus du groupe ont commencé à construire de nouvelles cabanes sur un terrain inoccupé. Le 28 février, la police a expulsé les familles alors même qu'elles étaient installées sur le terrain depuis plus de 48 heures, et malgré l'intervention de l'avocat des familles auprès de la Commissaire de police de Saint-Denis. Une expulsion d'un squat ou d'un terrain ne peut avoir lieu sans décision de justice une fois que les habitants sont installés depuis plus de 48 heures. Médecins du Monde a pourtant fourni une attestation sur l'honneur en ce sens.

Selon des témoins de l'expulsion, la police a agité avec recours disproportionnée à la force contre les Roms : une femme a été traînée sur le sol tandis qu'elle s'accrochait à sa tente et des enfants ont été bousculés.

Les mêmes 50 personnes se sont installées à Noisy le Sec, à environ 10 km de Saint-Denis, le 1<sup>er</sup> mars, mais ont été expulsés de nouveau le 3 mars.

La circulaire du 26 août 2012 prévoit que les autorités françaises doivent établir un diagnostic de la situation de chacun avant toute expulsion. Cela doit leur permettre d'identifier des solutions adaptées et durables et de prévenir les expulsions à répétition des populations précaires. Aujourd'hui, les expulsions forcées de Roms en France continuent sans que les autorités ne trouvent de solutions de relogement durable pour tous.

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

Sinan Gökçen  
Attaché de presse  
European Roma Rights Centre

[sinan.gokcen@errc.org](mailto:sinan.gokcen@errc.org)

+36.30.500.1324